

Pour sortir de l'hibernation économique, un déconfinement sélectif

 lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-pour-sortir-de-lhibernation-economique-un-deconfinement-selectif-1193974

Arpit Gupta, David Sraer, *Les Echos*, 10 avril 2020

10 avril
2020



Par David Sraer (professeur d'économie et de finance à l'université de Californie à Berkeley)

Publié le 10 avr. 2020 à 9h55 Mis à jour le 10 avr. 2020 à 20h19

L'épidémie du Covid-19 paralyse l'économie française. Les Français sont confinés. De nombreuses entreprises risquent de disparaître. L'Insee a publié des premiers chiffres frappants : l'activité pourrait avoir chuté de 35 % depuis le début de la crise. Face à ce désastre, le gouvernement s'emploie à atténuer l'effet du choc économique sur les ménages : délais de paiement d'échéances sociales et fiscales, chômage partiel, prêts garantis, report des loyers et factures... Si ces plans sont nécessaires pour éviter un désastre social, leur coût est massif.

Il semble crucial de marteler l'utilité de la dépense publique pour également raccourcir au maximum l'hibernation de notre économie. L'Etat ne doit pas simplement protéger les Français face à la crise. Il doit également tout mettre en oeuvre pour minimiser son importance. Cela implique de réfléchir dès maintenant à des stratégies de sortie d'épidémie et d'allouer les fonds publics nécessaires pour garantir leur succès.

Les experts de santé publique sont unanimes. Une sortie de confinement prématurée pour l'ensemble de la population serait désastreuse, entraînant un effondrement de notre système de santé. Elle serait également inutile : devant le désastre sanitaire, une

majorité de Français déciderait de rester chez eux. En même temps, notre stratégie actuelle - « aplatir la courbe » - implique un coût économique énorme, au vu de la durée de confinement nécessaire de plusieurs mois.

Il nous faut donc penser des stratégies alternatives, qui devront être mises une fois que le premier pic de l'épidémie sera derrière nous. Le confinement sélectif, qui permettrait à une partie des Français de ressortir, est une piste intéressante. Trois principes simples doivent guider cette stratégie.

Les jeunes et les personnes guéries

En premier lieu, les individus les moins exposés au risque de développer des formes sévères de la maladie doivent être les premiers à sortir du confinement. Les Français les plus jeunes et en bonne santé bénéficieraient d'un bon de sortie, tandis que les plus âgés ou les personnes souffrant de maladies cardio-vasculaires, de diabète, ou de maladies respiratoires chroniques resteraient en quarantaine.

Mais ce n'est pas tout. Il existe un réservoir important d'individus qui peuvent dès aujourd'hui reprendre une activité normale : les personnes ayant déjà contracté le virus. De récents travaux montrent que l'infection procure une immunité, au moins dans le court terme. Vu le nombre important de cas asymptomatique, des tests sérologiques systématiques permettraient de détecter un nombre considérable d'individus pour lesquels le déconfinement ne présente aucun risque. Un investissement public massif pour le développement et la production de ces tests sérologiques semble donc être une priorité.

Opinion | Voici la bonne stratégie pour déconfiner les Français

En plus d'accélérer la reprise d'activité, ces tests systématiques permettraient d'estimer de façon plus précise le véritable taux de transmission du virus, qui demeure un des paramètres clés et encore relativement inconnu pour la décision publique. L'action publique sera également nécessaire pour certifier officiellement les autorisations de sortie de confinement.

Mesures locales, analyse des données

Le confinement sélectif doit également être adapté localement. Les capacités des hôpitaux ne sont pas les mêmes partout en France. Dans les zones avec moins de lits de soins intensifs, le confinement sélectif devrait être plus rigoureux afin d'éviter un naufrage du système local de santé. Les limites d'âge que fixeraient localement les pouvoirs publics pourraient également être modulées pour refléter les différences de pyramide des âges qui existent entre les régions françaises.

Enfin, le confinement sélectif doit être fondé sur une analyse rigoureuse des données. Les conditions du confinement sélectif doivent être calculées en combinant des statistiques sur les taux de maladie pour différentes populations, la démographie locale,

et les caractéristiques régionales des systèmes hospitaliers. Ces calculs pourraient être mis à jour en continu pour prendre en compte la collecte de meilleures données. Ils permettraient au gouvernement de décider rationnellement de la stratégie de confinement sélectif la plus adaptée à chaque région, permettant de limiter les dégâts économiques causés par le virus tout en garantissant l'intégrité de notre système de santé.

Une augmentation significative de la production de masques permettrait à davantage de Français de retourner au travail

De tels outils de prévision pourraient également s'avérer cruciaux pour optimiser les investissements publics dans les infrastructures de santé locales, une des clés pour toute stratégie de sortie efficace. Une augmentation significative de la production de masques permettrait à davantage de Français de retourner au travail, puisqu'il est désormais avéré qu'ils réduisent grandement les taux de transmission du virus. Plus de ventilateurs, et plus de lits de soins intensifs sont nécessaires pour soigner les individus qui développent une forme sévère de la maladie. Mais ces investissements doivent être efficaces. Les outils prédictifs nécessaires à une stratégie de confinement sélectif peuvent aider à diriger les investissements publics là où ils sont le plus utiles, en permettant à une plus grande partie de la population d'être libérée du confinement.

Des compensations financières

Le confinement sélectif pose évidemment de nombreux défis, tout particulièrement sur les modalités pratiques de sa mise en application. Il ne peut pas se faire sans restriction à la mobilité géographique. Il implique également d'établir une compensation financière significative pour les individus qui resteront en quarantaine, ainsi que de fortes pénalités pour ceux qui ne respecteront pas ses conditions. Enfin, il devra nécessairement se confronter à la question de la transmission du virus au sein des ménages. Dans ce cadre, il semble utile d'étudier l'exemple chinois, où la mise en place de centres de quarantaines centralisés a permis aux individus infectés, mais sains, de ne pas infecter les membres de leur famille.

Il nous faut refuser la fatalité que l'hibernation de la société française va durer de nombreux mois. Il est temps de réfléchir à des solutions innovantes qui peuvent permettre à un nombre maximum de Français de sortir du confinement actuel et participer à notre vie économique.

Arpit Gupta est professeur de finance à l'université de New York (NYU).

David Sraer est professeur d'économie et de finance à l'université de Californie à Berkeley.